

#### Ministère des Finances Canada



## La revue financière Publication du ministère des Finances

#### Faits saillants

#### Septembre 2013 : déficit budgétaire de 3,8 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 3,8 milliards de dollars a été enregistré pour septembre 2013, comparativement à un déficit de 2,2 milliards pour septembre 2012. Les résultats pour septembre 2013 tiennent compte de deux opérations ponctuelles importantes effectuées au cours du mois : la comptabilisation d'un passif de 2,8 milliards concernant l'aide aux sinistrés relativement aux inondations survenues en 2013 en Alberta, et un gain de 0,7 milliard réalisé lors de la vente de 30 millions d'actions ordinaires de General Motors. En l'absence de ces deux éléments ponctuels, le déficit pour septembre 2013 aurait été de 1,7 milliard.

Les revenus ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (10,8 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et des autres revenus, laquelle a été compensée en partie par des rentrées moins élevées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 3,6 milliards (19,0 %), principalement en raison de la comptabilisation d'un passif concernant l'aide aux sinistrés relativement aux inondations survenues en 2013 en Alberta. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,7 %).

#### D'avril à septembre 2013 : déficit budgétaire de 10,7 milliards de dollars

La période d'avril à septembre 2013 de l'exercice 2013-2014 s'est soldée par un déficit budgétaire de 10,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 9,4 milliards pour la même période de 2012-2013. En l'absence des deux éléments ponctuels dont il a été question précédemment, soit l'aide aux sinistrés à la suite des inondations en Alberta et le gain réalisé lors de la vente d'actions ordinaires de General Motors, le déficit pour la période d'avril à septembre 2013 aurait été de 8,6 milliards.

Les revenus ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (3,5 %), sous l'effet de la croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, de la TPS et des cotisations d'assuranceemploi ainsi que de l'augmentation des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 5,4 milliards (4,6 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard (1,1 %).

### Septembre 2013

Un déficit budgétaire de 3,8 milliards de dollars a été enregistré pour septembre 2013, comparativement à un déficit de 2,2 milliards pour septembre 2012.

Les revenus ont progressé de 2,1 milliards de dollars (10,8 %) pour s'établir à 21,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (5,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (20,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (30,2 %). Les revenus de TPS ont augmenté de 0,8 milliard (43,2 %), après un recul marqué observé le mois précédent. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 29 millions, les droits de douane à l'importation, de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 42 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (10,0 %), ce qui traduit le taux de cotisation de 2013, fixé à 1,88 \$ par tranche de 100 \$ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (31,6 %). Cette hausse est principalement attribuable au gain de 0,7 milliard réalisé lors de la vente, par le gouvernement, de 30 millions d'actions ordinaires de General Motors en septembre 2013.

En septembre 2013, les charges de programmes ont totalisé 22,5 milliards de dollars, en hausse de 3,6 milliards (19,0 %) par rapport à septembre 2012.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 21 millions (1,5 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 37 millions (3,4 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé (TCS) et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les transferts en vertu d'accords fiscaux et autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (5,0 %), en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, de la péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Par rapport à l'exercice précédent, les charges de programmes directes ont crû de 3,2 milliards de dollars (37,0 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (102,0 %), en raison de la comptabilisation d'une somme de 2,8 milliards concernant l'aide aux sinistrés relativement aux inondations survenues en 2013 en Alberta.

• Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (8,3 %), comparativement à septembre 2012, ce qui s'explique en grande partie par un ajustement ponctuel comptabilisé en septembre 2013 pour tenir compte d'une estimation actualisée du passif lié aux avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,7 %).

## D'avril à septembre 2013

La période d'avril à septembre 2013 de l'exercice 2013-2014 s'est soldée par un déficit budgétaire de 10,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 9,4 milliards pour la même période de 2012-2013.

Les revenus ont progressé de 4,3 milliards de dollars (3,5 %) pour s'établir à 125,0 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (2,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,6 milliard de dollars (4,0 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (13,7 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,8 milliard de dollars (3,6 %) de plus, principalement sous l'effet de la hausse de 0,8 milliard des revenus tirés de la TPS. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 4 millions, les droits de douane à l'importation ont crû de 0,1 milliard et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,9 milliard de dollars (9,1 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération assurable ainsi que le taux de cotisation de 2013, fixé à 1,88 \$ par tranche de 100 \$ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont progressé de 1,0 milliard de dollars (8,5 %), sous l'effet essentiellement du gain réalisé lors de la vente d'actions ordinaires de General Motors en septembre 2013 et d'une augmentation des intérêts et des pénalités ayant trait aux impôts à recevoir.

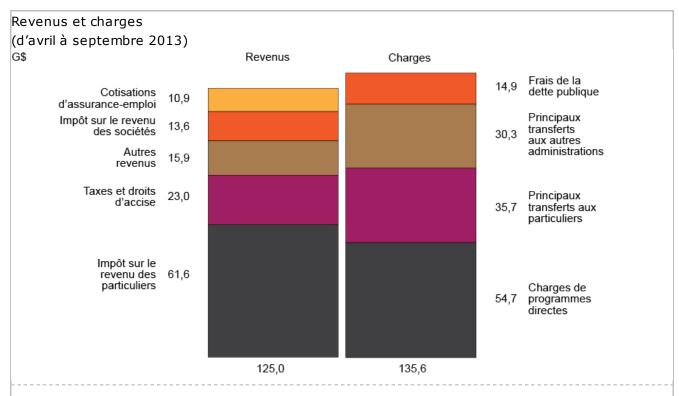
D'avril à septembre 2013, les charges de programmes ont totalisé 120,7 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards (4,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,9 milliard de dollars (2,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,8 milliard (4,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 23 millions (0,3 %) et les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,1 milliard (1,4 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (2,5 %), sous l'effet des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, de la péréquation et des transferts aux territoires, lesquelles ont été partiellement compensées par une diminution des paiements au titre de la protection des transferts.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (7,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (23,0 %), principalement en raison de la comptabilisation d'un passif concernant l'aide aux sinistrés relativement aux inondations survenues en 2013 en Alberta, et de la hausse des charges liées à la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la part de la province (un tiers) de la participation du gouvernement dans le capital de General

#### Motors.

 $\circ$  Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (1,0 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,1 %).



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

# Besoins financiers de 18,7 milliards de dollars d'avril à septembre 2013

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont respectivement gagnés ou engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 10,7 milliards de dollars et des besoins de 8,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre 2013 s'est soldée par des besoins financiers de 18,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 21,7 milliards pour la même période l'an dernier.

## Activités nettes de financement en hausse de 23,4 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 18,7 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 4,6 milliards en augmentant de 23,4 milliards la dette contractée sur les marchés. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de septembre 2013, les soldes de trésorerie s'élevaient à 29,0 milliards, soit 10,7 milliards de plus qu'à la fin de septembre 2012, ce qui traduit principalement une hausse des dépôts auprès de la Banque du Canada en vertu du plan de liquidité prudentielle du gouvernement.

Tableau 1 État sommaire des opérations M\$

	Sente	Septembre		Avril à septembre		
	Зорго					
	2012 <sup>1</sup>	2013	2012-2013 <sup>1</sup>	2013-2014		
Opérations budgétaires						
Revenus	19 025	21 080	120 710	124 964		
Charges						
Charges de programmes	-18 930	-22 518	-115 362	-120 712		
Frais de la dette publique	-2 320	-2 406	-14 777	-14 937		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 225	-3 844	-9 429	-10 685		
Opérations non budgétaires	1 516	6 956	-12 229	-8 043		
Ressources ou besoins financiers	-709	3 112	-21 658	-18 728		
Variation nette dans les activités de financement	-1 178	-4 072	26 544	23 372		
Variation nette dans l'encaisse	-1 887	-960	4 886	4 644		
Encaisse à la fin de la période			18 219	28 957		

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

<sup>1</sup> Les chiffres de la période précédente ont été redressés de manière à tenir compte des changements comptables en 2013-2014 et pour rendre leur présentation conforme à celle des comptes publics du Canada de 2013.

Tableau 2 Revenus

	Septembre			Avril à se		
	2012	2013	Variation	2012-2013	2013-2014	Variatio
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers <sup>1</sup>	10 008	10 597	5,9	59 807	61 564	2,9
Impôt sur le revenu des sociétés <sup>2</sup>	2 426	2 137	-11,9	14 146	13 574	-4,0
Impôt sur le revenu des non-résidents <sup>3</sup>	269	323	20,1	2 226	2 531	13,7
Total des impôts sur le revenu	12 703	13 057	2,8	76 179	77 669	2,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 898	2 718	43,2	14 731	15 539	5,5
Taxes sur l'énergie	471	500	6,2	2 663	2 667	0,2
Droits de douane à l'importation	312	367	17,6	2 042	2 137	4,7
Autres taxes et droits d'accise	453	495	9,3	2 797	2 701	-3,4
Total des taxes et droits d'accise	3 134	4 080	30,2	22 233	23 044	3,6
Total des revenus fiscaux	15 837	17 137	8,2	98 412	100 713	2,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 175	1 293	10,0	10 002	10 909	9,1
Autres revenus <sup>4</sup>	2 013	2 650	31,6	12 296	13 342	8,5
Total des revenus	19 025	21 080	10,8	120 710	124 964	3,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1 Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers.

2 Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés.

3 Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des non-résidents.

4 Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du reclassement des intérêts dus aux contribuables, passant des autres revenus aux autres charges de programmes directes des ministères et organismes.

Tableau 3 Charges

	Septe	Septembre Avril à septembre		Avril a septembre		Avril à sept	
	2012	2013	Variation	2012-2013	2013-2014	Variation	
	(M\$)	(M\$)					
Principaux transferts aux particuliers							
Prestations pour les aînés	3 353	3 480	3,8	19 863	20 659	4,0	
Prestations d'assurance-emploi	1 376	1 397	1,5	8 498	8 475	-0,3	
Prestations pour enfants	1 075	1 112	3,4	6 507	6 595	1,4	
Total	5 804	5 989	3,2	34 868	35 729	2,5	
Principaux transferts aux autres administrations							
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux							
Transfert canadien en matière de santé	2 401	2 545	6,0	14 409	15 267	6,0	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	989	1 018	2,9	5 930	6 108	3,0	
Total	3 390	3 563	5,1	20 339	21 375	5,1	
Accords fiscaux et autres transferts	1 497	1 566	4,6	10 249	10 071	-1,7	
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	1 035	1 015	-1,9	
Abattement d'impôt du Québec	-343	-359	4,7	-2 060	-2 154	4,6	
Total	4 544	4 770	5,0	29 563	30 307	2,5	
Charges de programmes directes							
Affaires autochtones et Développement du Nord	442	398	-10,0	2 661	2 714	2,0	
Agriculture et Agroalimentaire	120	95	-20,8	518	419	-19,1	
Affaires étrangères et Commerce international	131	156	,				
Santé	230	371	61,3	1 293	1 512	16,9	
Ressources humaines et Développement des compétences	683	445	-34,8	2 847	2 591	-9,0	
Industrie	160	196	22,5	984	1 117	13,5	
Autres	865	3 654	322,4	5 237	8 405	60,5	
Total	2 631	5 315	102,0	14 646	18 012	23,0	
Autres charges de programmes directes							
Autres Total	865	3 654	322,4	5 237	8 405		

Total des charges	21 250	24 924	17,3	130 139	135 649	4,2
Frais de la dette publique	2 320	2 400	3,7	14 ///	14 937	1,1
Total des charges de programmes	18 930 2 320	22 518 2 406	,		120 712 14 937	4,6 1,1
Total des charges de programmes directes	8 582	11 759	37,0	50 931	54 676	7,4
Total des autres charges de programmes directes	5 951	6 444	8,3	36 285	36 664	1,0
Tous les autres ministères et organismes <sup>1</sup>	3 797	3 905	2,8	22 693	22 727	0,1
Défense nationale	1 632	2 073	27,0	9 717	10 125	4,2
Sociétés d'État	522	466	-10,7	3 875	3 812	-1,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1 Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du reclassement des intérêts dus aux contribuables, passant des autres revenus aux autres charges de programmes directes des ministères et organismes.

Tableau 4 Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers M\$

	Septe	Septembre		ptembre
	2010	2012	2012 2012	2012 201
	2012	2013	2012-2013	2013-2014
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 225	-3 844	-9 429	-10 685
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-230	-412	-1 081	-1 763
Autres activités d'investissement	-622	-16	-2 449	2 168
Régimes de retraite et autres passifs	602	1 277	3 282	2 552
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer,	2 173	5 410	-16 862	-10 103
produits à recevoir et provisions <sup>1</sup>				
Opérations de change	-752	299	2 799	-3 122
Amortissement des immobilisations corporelles	345	398	2 082	2 225
Total des autres activités	1 766	6 107	-11 981	-11 000
Total des opérations non budgétaires	1 516	6 956	-12 229	-8 043
Ressources ou besoins financiers	-709	3 112	-21 658	-18 728

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

1 Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés des impôts sur le revenu des particuliers, des sociétés et des non-résidents.

Tableau 5 Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement M\$

	Septembre		Avril à se	ptembre
	2012	2013	2012-2013	2013-2014
Ressources ou besoins financiers	-709	3 112	-21 658	-18 728
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-5 943	-3 470	6 109	6 236
Bons du Trésor	4 000	500	19 800	15 200
Titres au détail	-19	-17	-192	-206
Autres	0	0	-11	0
Total	-1 962	-2 987	25 706	21 230
Emprunts en devises	132	-324	-112	372
Total	-1 830	-3 311	25 594	21 602
Réévaluation de swaps de devises	186	-736	-327	1 743
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	477	-32	1 370	25
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-11	7	-93	2
Variation nette dans les activités de financement	-1 178	-4 072	26 544	23 372
Variation dans l'encaisse	-1 887	-960		4 644

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6 État condensé de l'actif et du passif M\$

	31 mars	30 septembre	
	2013	2013	Variation
assifs			
Créditeurs et charges à payer	118 744	104 661	-14 083
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	469 039	475 275	6 236
Bons du Trésor	180 689	195 889	15 200
Titres au détail	7 481	7 275	-206
Total partiel	657 209	678 439	21 230
Payable en devises	10 802	11 174	372
Compte de réévaluation de swaps de devises	-3 419	-1 676	1 743
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-2 156	-2 131	25
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 564	4 566	2
Total de la dette non échue	667 000	690 372	23 372
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 667	151 793	126
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	67 301	69 451	2 150
Autres passifs	6 046	6 322	276
Total des régimes de retraite et autres passifs	225 014	227 566	2 552
Total de la dette portant intérêt	892 014	917 938	25 924
Total des passifs	1 010 758	1 022 599	11 841
ctifs financiers			
Trésorerie et créances	124 154	124 818	664
Comptes d'opérations de change	58 759	61 881	3 122
Prêts, placements et avances (nets des provisions) <sup>1</sup>	156 482	156 787	305
Total des actifs financiers	339 395	343 486	4 09:

Dette nette	671 363	679 113	7 750
Actifs non financiers	68 922	68 460	-462
Dette fédérale (déficit accumulé)	602 441	610 653	8 212

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. 1 Le montant du 30 septembre 2013 inclut 2,5 milliards de dollars de revenus déclarés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État et consignés pour la période d'avril à septembre 2013.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Nicholas Leswick au 613-995-6391.

Novembre 2013

Date de modification: 2013-11-29